



AUTOGESTION

l'alternative

PSU

N°172, 20 Avril 1987



Le dépérissement du travail

A la fin du siècle, la population directement occupée à la production ne dépassera par 10% de la population active. Nous sommes dans une crise de civilisation.

Des personnalités, membres ou non membres du PSU, publieront régulièrement dans 2A des chroniques sur un thème qui les touche particulièrement. Nous avons déjà publié des chroniques de Didier Anger sur l'écologie. Yves Craipeau, lui, écrira sur le thème « Les conséquences sociales des mutations technologiques ».

Y a-t-il une aggravation inéluctable du chômage ? Une chose est sûre en tout cas, et on doit en tenir

compte dans toute approche du problème : les mutations technologiques que nous vivons entraînent une diminution des effectifs directement affectés à la production, dans le secteur primaire (agriculture) et maintenant dans le secteur secondaire (agriculture) et une partie du tertiaire (services). Tel est le sujet du premier article d'Yvan Craipeau.

Yvan Craipeau, qui a vécu l'aventure des débuts du trotskisme en France, puis milité dans la Résistance sous l'occupation nazie, a été un des fondateurs du PSU et, pendant longtemps, un de ses dirigeants. C'est un spécialiste des problèmes du travail. Voici comment il envisage la chronique qu'il tiendra périodiquement dans 2A sur le thème « Les conséquences sociales des mutations technologiques » :

« J'ai signé l'appel Arc-en-ciel. Il est grand temps de regrouper tous ceux qui s'opposent à la loi de la jungle, à une société de plus en plus inégalitaire qui entretient la misère dans l'abondance, exclut des millions d'hommes et de femmes, affame le tiers monde, détruit l'écosystème dont dépend l'humanité et menace la planète d'un holocauste nucléaire. Il est grand temps d'en finir avec les sectarismes et les clivages dérisoires d'un autre âge. Il est grand temps d'agir ensemble, de jeter les bases d'un mouvement au moins capable, comme les Grünen, d'intervenir dans l'événement, capable

finalement de devenir l'intellectuel collectif des forces qui pourront mettre en place une société alternative au capitalisme (privé ou étatique), une société où l'humanité sera maîtresse de son destin.

« Mais pour cette tâche de longue haleine il ne suffit pas d'affirmer de bons sentiments sur l'égalité, la démocratie, l'écologie ou l'autogestion. Il ne suffit pas que nos aspirations aillent dans le sens de la justice. Encore faut-il qu'elles correspondent à une possibilité et à une nécessité.

« Il nous faut comprendre la société où nous vivons, son évolution, les moyens qu'elle offre pour son dépassement, les failles du capitalisme que nous pouvons utiliser, les forces sociales qui peuvent imposer une nouvelle société. Pour cela, nos anciennes certitudes ne nous aident guère. Pas davantage les miennes, bien sûr... »



J'ai vécu deux périodes du capitalisme. La première, celle du capitalisme complètement anarchique et des empires coloniaux. Chaque patron réussissait à imposer de bas salaires. La consommation ne suivait pas les progrès de la productivité. Les forces productives régressaient. D'où la crise générale de 1929. Dix ans plus tard, la seconde guerre mondiale.

La seconde, celle du capitalisme organisé selon le mode fordiste, sous la pression d'un nouveau rapport des forces sociales : la généralisation du taylorisme permettant d'importants gains de productivité ; le partage de ces gains négocié avec les syndicats ; l'État-providence garantissant ces compromis, établissant la protection sociale, intervenant pour accélérer la croissance. De là, le « cercle vertueux », la consommation de masse absorbant les marchandises de la production de masse. Trente années pendant lesquelles les forces productives progressent rapidement, tandis que l'équilibre de la terreur nucléaire empêche la généralisation de la guerre à l'échelle de la planète.

Déjà à l'œuvre dans l'agriculture

Ce système de relatif équilibre est en train de s'écrouler. Une nouvelle phase du capitalisme s'est ouverte. On a tendance à ne voir que la crise économique, le ralentissement des rythmes de croissance et la concurrence féroce qu'elle engendre. Mais derrière cette crise — en partie cause, en partie conséquence — se profile un bouleversement autrement important : **les mutations technologiques tendent à éliminer le travail humain de la production dans les pays industrialisés.**

Depuis la guerre, on avait déjà vu cette tendance à l'œuvre, d'une certaine manière, dans l'agriculture. La généralisation du mode de gestion capitaliste y a bouleversé les méthodes traditionnelles par la mécanisation, la chimie, la rationalisation, etc.

Majoritaires en France au début du siècle, les agriculteurs ont vu leurs effectifs se réduire comme une peau de chagrin : 31 % encore en 1950 (avec la pêche et la sylviculture) ; 22,1 % en 1960 ; 13,7 % en 1970 ; 7,6 % en 1982. Evolution semblable dans tous les pays industrialisés. Aux mêmes dates, aux USA, ces effectifs sont de 15,6%, 8,7%, 5,2%, 3,4%. Moins nombreux, ils ne produisent pas moins, mais davantage. Leur production dépasse la demande solvable et s'accumule en stocks. La réduction des effectifs n'est freinée que par l'intervention et les subventions des États.

C'est une évolution de ce type qui s'amorce dans l'industrie. Jusqu'à la précédente décennie, malgré les progrès de la productivité, les effectifs industriels

se maintenaient, voire augmentaient en nombre absolu. La révolution technologique (qu'on ne peut séparer des conditions sociales où elle se développe) accélère le processus et inverse la tendance.

Elle est multiforme : bio-technologies, matériaux nouveaux, nouvelles sources d'énergie, micro-électronique... Ces innovations technologiques, issues du progrès scientifique, arrivent dans le même temps à une utilisation généralisée. Étroitement liées entre elles, chacune bénéficiant des progrès des autres. Il en résulte que leur progression n'est pas linéaire, mais exponentielle.

De ces innovations, la plus décisive, dans ses conséquences sociales, est aujourd'hui la micro-électronique qui détermine la robotique et, en général, l'informatisation. Elle permet de généraliser l'automatisation des processus de production, jusqu'ici limitée aux branches à processus continu comme le pétrole ou le verre. On connaît les usines japonaises où des robots produisent des robots, presque sans intervention humaine.

Un actif sur dix travaillera à la production

Dans toute l'industrie, le travail socialement nécessaire tend à se réduire drastiquement. Daniel Richter donne l'exemple de l'automobile : en 1975, chez Renault, pour fabriquer une voiture du type Super-5, il fallait 30 heures ; en 1985, il faut 20 heures ; au Japon, il faut 15 heures ; on prévoit un gain de productivité de 6 à 7 % par an ; cela signifie que le temps de travail nécessaire sera encore divisé par deux en dix ans. Les progrès de la productivité sont à peu près analogues dans les autres secteurs. La durée du travail restant la même, l'emploi recule d'autant. Déjà, de 1975 à 1982, le secteur secondaire a perdu en France plus de 13% de ses effectifs. Le déclin s'est accéléré depuis.

Dès maintenant, l'ensemble des secteurs de production (primaire et secondaire) n'occupent plus en France que 41,5% des actifs en 1985, moins de 30% aux USA. Encore faut-il se rappeler qu'une bonne partie des personnels dans ces secteurs est occupée à des tâches non productrices : gestion, recherche, services financiers et commerciaux, etc.

On prévoit que, dès la fin du siècle, la population directement occupée à la production ne dépassera pas 10% de ce qu'on appelle la population active (qui comprend les chômeurs). Un homme (ou une femme) sur dix « actifs » suffira à produire, en quantité accrue, tous les biens utiles à la population, y compris les machines qu'exige cette production.

Les investissements suppriment des emplois

Peut-on compter sur la reprise des investissements productifs pour inverser cette tendance ? F. Vester a montré qu'en RFA cent milliards de deutschmarks investis dans l'équipement industriel créaient deux millions d'emplois en 1955-1960, encore 400 000 emplois en 1960-1965, mais qu'ils supprimaient 100 000 emplois en 1965-1970 et 500 000 emplois en 1970-1975.

Ajoutons que la révolution des micro-processeurs tend à remplacer aussi les emplois dans les services



Un robot en démonstration au SICOB, avril 1987

par des machines « intelligentes ». La réduction des effectifs dans les secteurs d'organisation (banques, assurances, administration) ira de pair avec la réduction des effectifs industriels. C'est le travail humain, en tant que contrainte pour la vie, qui tend à disparaître.

Il est aussi vain de s'opposer à une telle évolution que de briser les machines comme faisaient les Luddistes au XIX^e siècle. Elle est du reste, en soi, favorable à l'essor de l'humanité. Dans une société où la production ne serait pas un but en soi, mais un moyen, où son ressort ne serait pas le profit mais la satisfaction des besoins, les hommes pourraient,

pour l'essentiel, se débarrasser sur les machines du travail corvée. Tout en aidant la majorité de la population de la planète qui en est encore réduite à se battre contre la misère et la faim, ils pourraient se consacrer à de libres activités de création et de relations.

Nous ne sommes pas engagés dans une nouvelle phase du capitalisme comme au temps où l'électricité et l'automobile se substituaient à la vapeur et au chemin de fer comme moteurs de l'expansion. Nous sommes engagés dans une crise de civilisation aussi importante que celle qui, à la fin du XVIII^e siècle a vu l'avènement du capitalisme et de l'ère industrielle.

Mais les mutations technologiques sont gérées par le système capitaliste avec, comme seule préoccupation, le profit. Dans une telle société, les conséquences des mutations technologiques ne vont nullement dans le sens de la libération de l'homme, bien au contraire. Ce sont ces conséquences qu'il nous faut comprendre pour y adapter notre action.

Sans oublier que **nous nous trouvons seulement au début du processus en cours**. Le professeur Léontief estime qu'il culminera vers 2020-2030. Nous ne pouvons donc pas raisonner comme si nous étions au terme du processus. Mais nous ne pouvons pas oublier sa tendance.

Y.C.